

qu'ils sont accrédités auprès des chefs de gouvernement plutôt que des chefs d'État.) Aussi cette pratique s'est-elle perpétuée bien que nombre de pays du Commonwealth ne reconnaissent plus le souverain d'Angleterre comme leur chef d'État commun. Elle reflète les relations spéciales qui unissent les membres de l'association. Actuellement, la plupart des pays membres du Commonwealth échangent des hauts-commissaires entre eux aussi bien qu'avec la Grande-Bretagne.

Découlant en partie de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement d'indépendance des colonies de l'Asie du Sud et du Sud-Est devient irrépressible. Le 15 août 1947, le sous-continent indien fut divisé en deux États souverains: l'Inde et le Pakistan. Un an plus tard, Ceylan (Sri Lanka depuis 1972) accédait aussi à l'indépendance.

Un grand pas fut fait dans l'évolution du Commonwealth moderne peu après la naissance de ces nouveaux États. Lorsque l'Inde décida de devenir une république tout en souhaitant demeurer au sein du Commonwealth, l'allégeance commune envers la Couronne cessa d'être le critère essentiel de l'appartenance à l'association. En 1949, le communiqué de la Conférence des premiers ministres définit le nouveau rôle du monarque britannique au sein du Commonwealth, à savoir, celui d'un symbole de la libre association de ses États membres indépendants et, à ce titre, de chef du Commonwealth. Cette nouvelle définition a permis à de nombreux pays dont les constitutions sont différentes de demeurer ou de devenir membres du Commonwealth.

Par suite de l'accession à l'indépendance de presque tous les pays africains au cours des années 60, les adhésions au Commonwealth se sont multipliées; en effet, les anciennes colonies anglaises ont décidé de ne pas s'en retirer à l'exception du Soudan, du Cameroun britannique et du Togoland méridional. Cette étape décisive de l'évolution du Commonwealth a confirmé le caractère multiracial de l'association. Cette réalité devint évidente lors de la Conférence des premiers ministres à Londres, en mars 1961, quand, avec le consentement du premier ministre d'Afrique du Sud, les représentants du Commonwealth discutèrent de la politique raciale de ce pays. Un si grand nombre de représentants exprimèrent leur désapprobation au sujet des principes de l'apartheid contenus dans la nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud, que le premier ministre de ce pays décida de réétudier le désir qu'avait manifesté son gouvernement de demeurer au sein du Commonwealth, et se retira de l'association par la suite.